

Interministérialité Digitale

Quelle simplification des formalités administratives pour une bonne digitalisation



Contexte



Les principes de la charte des services publics (CSP)

CSP: Axe « Relations avec les usagers »

Ouverture et communication

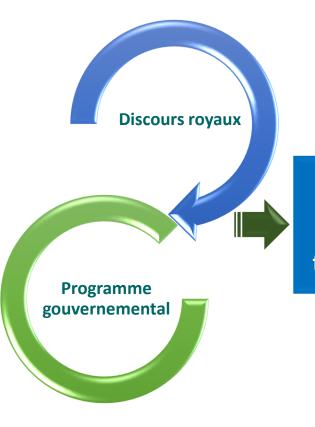
Transparence et qualité des prestation

Accueil

Traitement et délivrance des prestations

- Stratégies et plans d'action
- structures de communication
- Droit d'accès a l'information
- Participation citoyenne
- Transcription, publication opposabilité des procédures administratives
- Transformation numérique des prestations administratives
- Elaboration de Chartes des Services
- Mesure de la qualité et de la satisfaction des usagers
- Accueil et orientation
- Espaces et équipes d'accueil
- Continuité des prestations
- Dépôt des demandes
- traitement et délivrance des prestation
- Médiation administrative
- Exécution des jugements

Cadre juridique: Loi 55.19



Publication de la loi 55.19 relative à la simplification des procédures et des formalités administratives



Décret N° 2.20.660 d'application des dispositions des articles 5, 11 et 26 de la loi 55.19

Arrêté conjoint du ministre de l'Intérieur et du ministre de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration N° 20.2332 fixant le modèle des répertoires d'actes administratifs et le modèle du récépissé de dépôt

Entrée en vigueur de la loi 55.19 le 28 septembre 2020



Les principes de la loi 55.19 relative à la simplification des procédures et formalités administratives

Art 8, 10, 11, 12

La confiance entre l'Administrations et les usagers

1

Art 5, 26

La transparence des procédures et des formalités liées aux actes administratifs

2

Art 7, 8, 23, 24, 25, 29

La simplification des procédures et des formalités afférentes aux actes administratifs

3

Art 16, 17

La fixation de délais maximums pour la réponse aux demandes des usagers

4

Art 19, 20

La proportionnalité
entre les procédures
et les formalités
exigées et l'objet de

concerné

l'acte administratif

Les principes généraux encadrant la relation entre l'Administration et les usagers

6

L'interprétation en faveur de l'usager, du silence de l'Administration, au terme des délais prévus

Art 29

7

L'amélioration continue de la qualité des services rendus aux usagers

Art 25, 29

8

La demande une seule fois, lors du dépôt ou durant le délai d'instruction de la demande d'un acte administratif, de tout complément nécessaire à son traitement

Art 7, 10, 14

9

Le rapprochement
des Administrations
aux usagers pour le
dépôt et la
délivrance des actes
administratifs

Art 13, 25

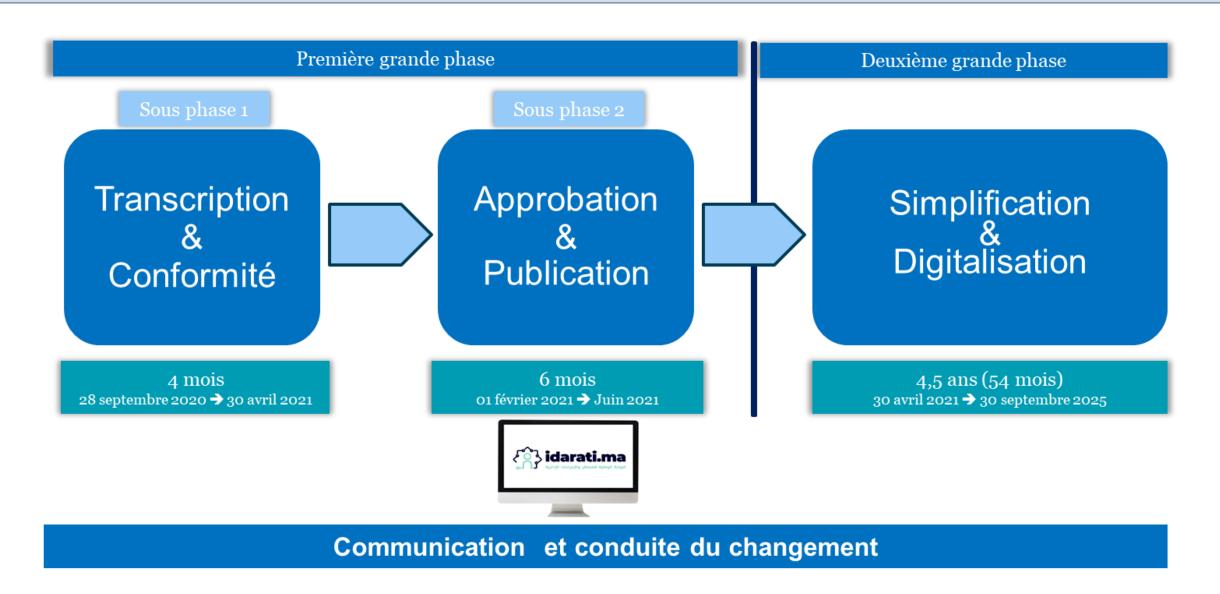
10

La motivation des réponses défavorables

concernant les demandes d'actes administratifs

Art 18

Loi 55.19 : 2 Grandes phases de réalisation





Phase 1: Transparence des procédures administratives

Conformité à la loi 55.19

Transparence des procédures administratives : principales dispositions

Les administrations sont tenues de recenser les actes administratifs relevant de leur domaine de compétences, de les formaliser, les transcrire et les regrouper en répertoires

Ces répertoires sont publiés au portail national des procédures et formalités administratifs, après leur approbation

Ces répertoires sont publiés au portail national

Règles de transcription des actes administratifs:

- Ne pas demander à l'usager plus d'un exemplaire du dossier de demande ou des pièces les constituant
- Ne pas demander à l'usager la légalisation de la signature sur les documents demandés
- Ne pas demander à l'usager de fournir des documents dont l'accès est ouvert au grand public
- Ne pas demander à l'usager des copies certifiés conforme aux originaux

Déclaration sur l'honneur:

 L'administration peut, à l'occasion de l'établissement des répertoires d'actes administratifs, de faire substituer certains documents par la déclaration sur l'honneur

Article 7

2

Article

Article 8

Article 10

Dépôt des demandes:

- Les demandes d'obtention des actes administratifs sont déposées auprès des administrations concernées, contre récépissé remis immédiatement à l'usager
- La demande de remplacement des documents non conformes doit être adressée à l'usager dans la première moitié du délai imparti

Demande de complément d'informations:

Article 14

- Les demandes de complément d'informations nécessaires au traitement des demandes doivent être adressées aux usagers dans la première moitié du délai imparti
- La demande du complément ne peut être formulée par l'administration qu'une seule fois

Transparence des procédures administratives : principales dispositions

Délai d'obtention des actes:

- Les administrations doivent fixer un délai pour le traitement des demandes et la délivrance de chaque acte administratif. Ce délai de peut pas dépasser 60 jours
- Ce délai est ramené à 30 jours pour les actes administratifs nécessaires à la réalisation des projets d'investissement

Prorogation du délai :

Article 17

Le délai peut être prorogé une seule fois lorsque le traitement de la demande nécessite la réalisation d'une expertise ou d'une enquête publique

Transparence des procédures administratives : principales dispositions

Le silence de l'administration vaut accord:

Le silence de l'administration après expiration du délai d'obtention de l'acte, est réputé être un accord pour une liste d'actes administratifs qui sera fixée par voie réglementaire

Voies de recours administratif:

L'usager peut introduire un recours devant l'autorité compétente, en cas de silence de l'administration après expiration du délai réglementaire ou en cas de réponse défavorable



Transparence des procédures administratives : Contraintes d'interministérialité

1

Intégration des actes administratifs transverses

[Manque de coordination entre les administrations lors de l'élaboration des Répertoires des Actes Administratifs (RAA) pour le cas des actes nécessitant l'intervention de plusieurs administrations — Etapes de traitement présentées au niveau de plusieurs RAA]

2

Délai de traitement des actes administratifs

[Grande difficulté pour les administrations de définir des délais précis pour délivrer aux usagers les actes demandés, notamment pour les actes administratifs transverses qui nécessitant l'intervention de plusieurs administrations]



Nécessité de revoir la logique de publication des actes administratifs au niveau du portai Idarati.ma, selon le « parcours de l'usager » qui désigne l'ensemble des étapes parcourues par l'usager auprès des administrations publiques, y compris le recours à des acteurs du secteur privé, pour concrétiser ses projets personnels. Ce nouveau concept permet de faire évoluer le concept classique de « l'acte administratif » qui concrétise la vision de l'administration, pour se concentrer davantage sur la réalité vécue par l'usager dans sa relation avec l'administration publique, lors du parcours du combattant qu'il se voit obligé d'accomplir pour subvenir à ses besoins. Cette approche favorise l'intégration et la coordination entre les différents acteurs agissant au niveau des parcours usagers en vue de créer la synergie nécessaire entres les différents acteurs des parcours et de créer par suite de la valeur ajoutée aux usagers des services publics.

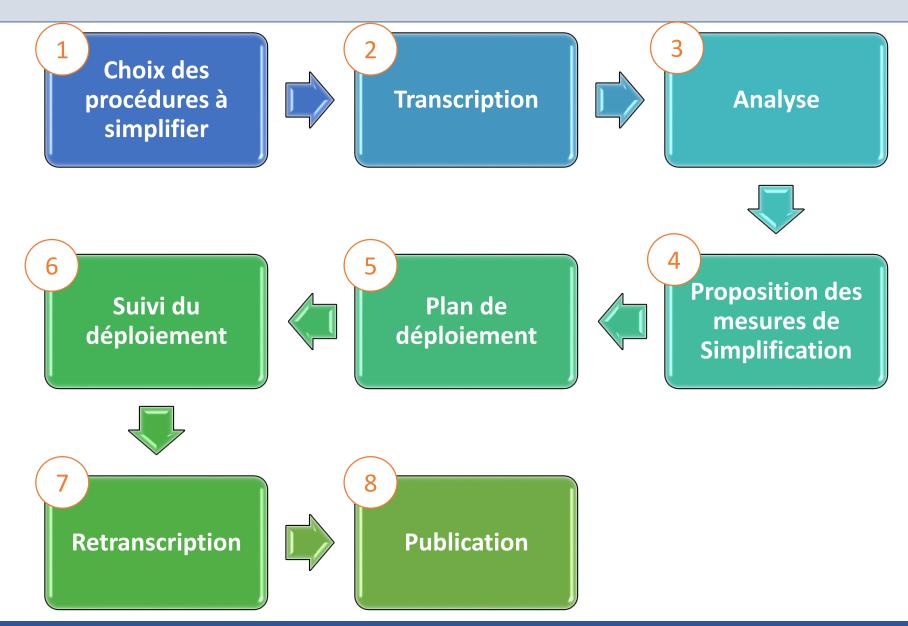


Phase: Simplification & digitalisation des procédures administratives

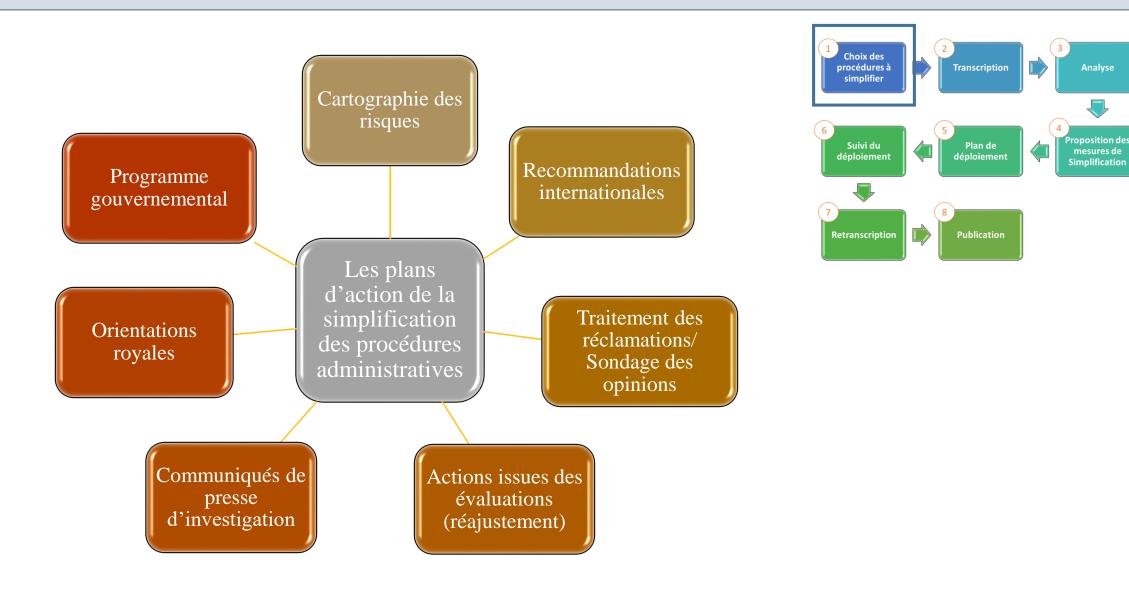
Réingénierie des procédures



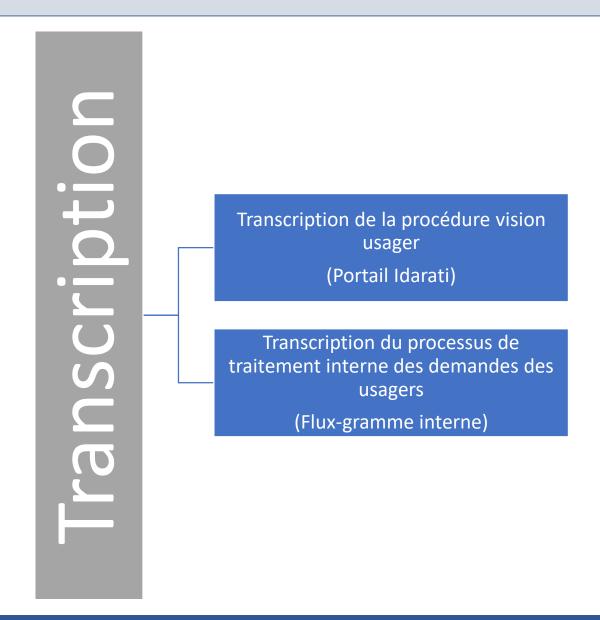
Méthodologie de simplification des procédures

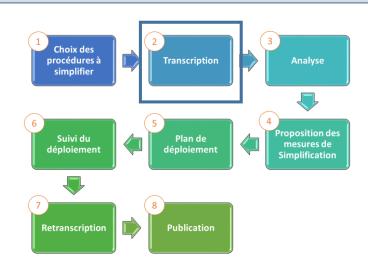


Choix des procédures à simplifier

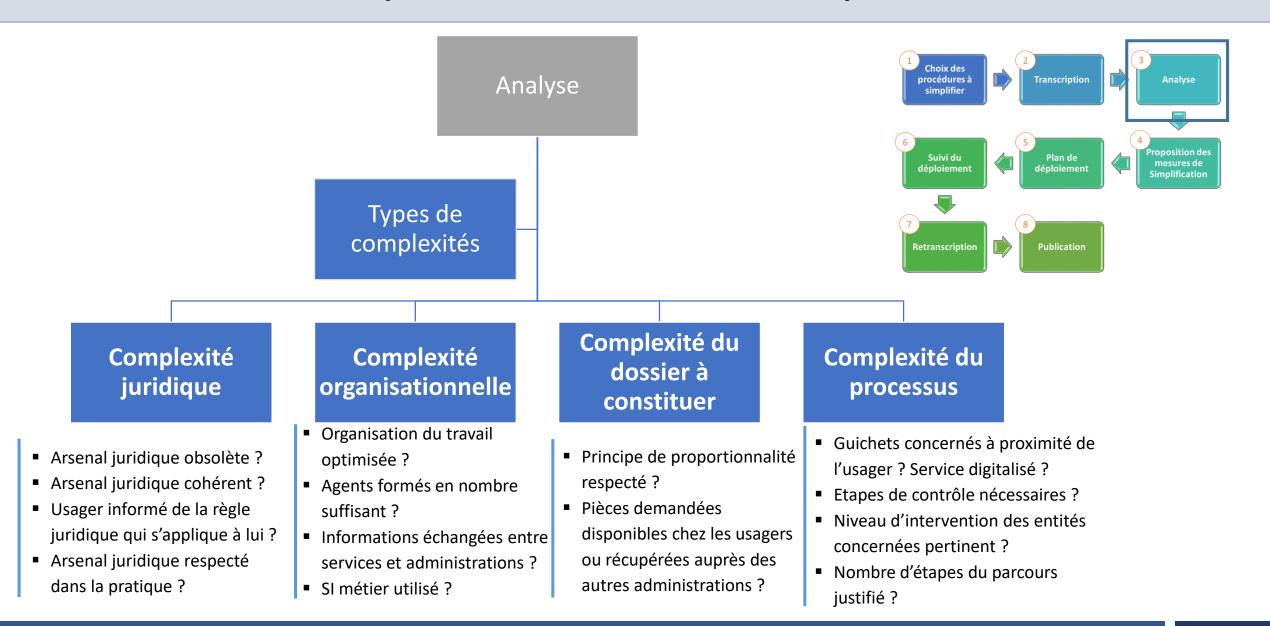


Transcription Front & BackOffice





Analyse : nœuds de complexité



Mesures de simplification



Rejeter

• Eliminer ou neutraliser les éléments superflus ou inutiles ..., faire autrement



• Transformer à chaque fois que c'est possible un fonctionneme nt par un autre plus léger et plus souple



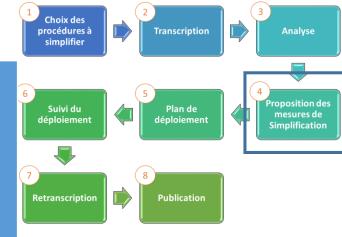
Regrouper

Regrouper /
 combiner
 certains
 éléments
 qui se
 répètent, ou
 qui
 s'enchaînent



• Echanger l'informatio n authentique disponible chez les autres

administrati



Mesures juridique

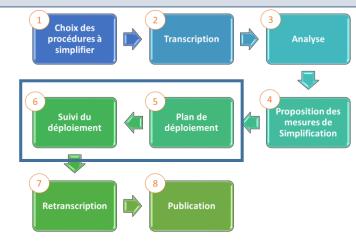
Mesures organisationnelles

Mesures d'informatisation / digitalisation

Mesures d'interopérabilité

ons

Plan de déploiement



Nœuds de complexité

Mesures de simplification proposées

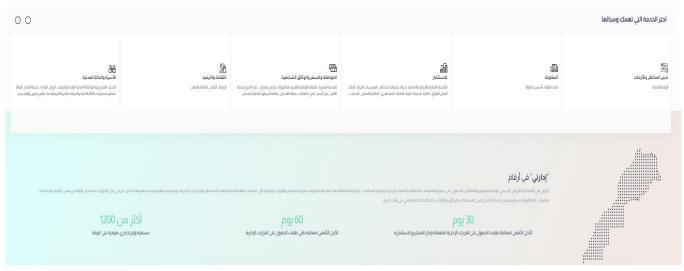
Modalités de mise en œuvre

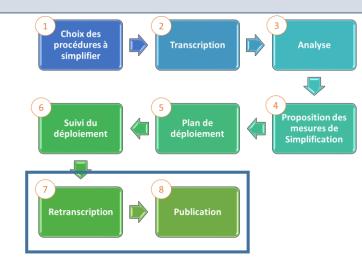
Délai du déploiement Suivi du déploiement

Retranscription des procédures simplifiées











Digitalisation des parcours usagers : prérequis

- Registre des citoyens
- Registre des entreprises
- Registre du foncier

Identification numérique



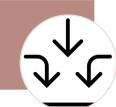
- Bases de données authentiques comme source d'échange de données
- Plateforme commune

Interopérabilité



- Cadre d'utilisation des services de confiance
- Plateforme commune de paiement des frais

Modules communs



- Vision commune
- Financement
- Expertise / accompagnement
- Règles et standards

Cadre de gouvernance





Merci de votre attention